



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'environnement, de la coordination
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST à Saint-Pierre-des-Corps,
Installation de transit et de broyage de déchets de bois et de déchets végétaux
située en Z.I. du Bois des Plantes à Saint-Pierre-des-Corps**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- le décret du 06 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260 « broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques nos 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail » ;
- l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780 ;
- l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 de prescriptions générales applicables aux établissements soumis à autorisation pour la rubrique 2101 ;
- l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration (rubrique 1532.2b) ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux)

ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- le récépissé de déclaration n° 15643 du 15 juin 2000 délivré à la société ECOSYS relatif à l'exploitation d'une plate-forme de broyage et de compostage de déchets végétaux, devenu sans objet par le récépissé de déclaration n° 17963 du 24 août 2006, visé par les rubriques suivantes :
 - 1530-2 : dépôts de bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues : 2 000 m² ;
 - 2170-2 : fabrication d'engrais et de supports de culture à partir de matières organiques capacité maximale de production de 9,9 t/j ;
 - 2171 : dépôt de fumiers, engrais et supports de culture : dépôt de 8000 m³ ;
 - 2260-2 : broyage de substances organiques et de tous produits organiques naturels : puissance de machines de 387 kW ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 21299 du 8 avril 2024 actant le changement de dénomination sociale d'une installation de broyage de déchets de bois, de déchets végétaux et d'une plate-forme de compostage situées en Z.I. du Bois de Plantes à Saint-Pierre-des-Corps au profit de la société S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST et actualisant des activités ;
- le courrier de la préfecture d'Indre-et-Loire du 12 septembre 2017 prenant acte du bénéfice de l'antériorité au titre des rubriques 2714 et 2791 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de l'autorisation, sous condition d'adresser un dossier technique présentant l'activité et reprenant les différents impacts et dangers de la plateforme de broyage de déchets végétaux et de déchets de bois située en Z.I. du Bois de Plantes à Saint-Pierre-des-Corps ;
- le courrier de la préfecture d'Indre-et-Loire du 3 février 2021 prenant acte du bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 2794 de la nomenclature des installations classées et de la mise à jour de la situation administrative pour la plateforme de broyage de déchets végétaux et de déchets de bois située en Z.I. du Bois de Plantes à Saint-Pierre-des-Corps ;
- le courrier de la préfecture d'Indre-et-Loire du 21 avril 2023 actant le changement d'exploitant au profit de la S.A.S. BRANGEON ECOSERVICES et mentionnant les différentes activités du site ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 23 février 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- le courrier en date du 23 février 2026 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations
- l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

Au terme de la visite d'inspection du 18 février 2026 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installation classées) a constaté que :

– la société S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST n'est pas équipée de détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes sur les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables.

– la société S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST n'a pas organisé des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de ces déchets.

Ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 et justifient l'application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE de respecter les prescriptions de l'article 3 et 4

de l'arrêté ministériel susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1^{er} : mise en demeure

La société S.A.S. BRANGEON RECYCLAGE CENTRE-OUEST exploitant une installation de transit et de broyage de déchets de bois et de déchets végétaux, sur la commune de Saint-Pierre-des-Corps, est mise en demeure :

Article 1.1 - de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, en installant une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes sur toutes les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables, dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 1.2 - de respecter les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023, en organisant des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables deux heures après le dernier arrivage de ces déchets, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire par voie postale ou numérique ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Tour Sequoia – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est également soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Article 4 : publicité

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois, conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement.

Article 5 : exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, et le maire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant.

Tours, le 3 mars 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

signé

Florence GOUACHE